



GREENPEACE



Bali : théâtre d'un bras de fer Union européenne/États-Unis

Allez Borloo !

Bali (Indonésie), le 13 décembre 2007 – Greenpeace France, le Réseau Action Climat France (Rac-France) et la Fondation Nicolas Hulot tiennent à saluer le tournant pris depuis hier soir par la Conférence de Bali, suite au discours tenu par Jean-Louis Borloo devant les Nations unies.

Depuis l'intervention du ministre français de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables hier, il n'est question que de ça à Bali : les États-Unis doivent accepter de s'engager avec les autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020.

Dans le discours qu'il a tenu à la tribune onusienne, Jean-Louis Borloo a affirmé : « À ceux, pays industrialisés, ceux d'entre nous qui hésitent à s'engager comme si cela pouvait créer une décroissance sociale et économique dans leur pays. Je voudrais leur dire que nous devons nous engager sur cette réduction de 25 à 40 % d'ici à 2020 des émissions de gaz à effet de serre. »

Jean-Louis Borloo a ensuite ajouté : « Si le principe d'autres réunions des grandes économies peut être concevable, encore faut-il qu'il soit accompagné d'engagements quantifiés des pays industrialisés. À défaut, la discussion des moyens sans objectifs risque d'ajouter à l'incompréhension. »

« Il s'agit là d'un véritable camouflet infligé à George W. Bush et son "Major Economies Meeting" (MEM), déclare Pascal Husting, directeur général de Greenpeace France. Nous félicitons Jean-Louis Borloo de mettre ainsi les Américains au pied du mur et de rejeter fermement le processus parallèle qu'ils tentent d'instaurer et qui n'a qu'un seul objectif : torpiller Kyoto. »

Depuis, le ministre répète à l'envi que si Bali ne débouche pas sur cet engagement clair des pays industrialisés il ne voit pas pourquoi il faudrait que la troisième réunion des grandes économies se tienne à Paris, fin février

D'ailleurs, le ministre de l'Environnement allemand a renchéri ce midi en annonçant, suite à une réunion informelle des ministres européens, que si Bali n'enregistrait pas des « avancées substantielles » l'UE ne se rendrait pas à Hawaï, où serait prévue la deuxième réunion du MEM.

Greenpeace France, le Rac-France et la Fondation Nicolas Hulot se félicitent que la tentative de déraillement du processus multilatéral orchestrée par les États-Unis soit ainsi contrée par l'Union européenne et la France.

Contacts sur place, à Bali :

Adélaïde Colin, chargée de communication, Greenpeace : +62/0-81 338 965 317

Morgane Créach, chargée de mission International, Rac : +62/0-81 338 979 630

Pascal Husting, directeur général, Greenpeace France : +62/0-81 337 949 734

Benoît Faraco, coordinateur Climat/Energie à la FNH : +62/0-81 338 984 886